



Décroissance - 12 lignes de fuite pour une économie solidaire au-delà de la croissance

Alexis J. Passadakis & Matthias Schmelzer (Juillet 2010)
www.postwachstum.net

1.) Notre but: une justice sociale concrète pour tous

Quel est le but de notre critique de la croissance, et pourquoi sommes-nous convaincus qu'il est essentiel d'ébaucher dès maintenant une réflexion sur une économie de décroissance ? Notre but est de faire adopter un ensemble de droits sociaux à l'échelle planétaire afin que tous puissent jouir d'un bon niveau de vie. Notre alternative pour décroissance solidaire ne s'appuie pas seulement, comme c'est le cas pour plusieurs variantes de la critique de la croissance, sur des notions abstraites comme « la survie de l'humanité » ou « la sauvegarde de la nature ». De telles approches risquent de masquer les droits sociaux des personnes et des groupes. Nous recherchons plutôt l'égalité et la justice sociales ici et maintenant, ainsi que pour l'avenir. Exactement comme lorsque les paysans anglais se faisaient éjecter de leurs terres communales par l'aristocratie terrienne, la question sociale ne peut être dissociée de la question écologique – comme cela a été trop souvent le cas. Après des décennies où les transnationales se sont emparées de plus en plus de ressources naturelles, si nous pensons à l'accélération de la crise de l'environnement (crise climatique, pic pétrolier, perte de biodiversité, érosion des sols, etc.) et à la menace qu'elle représente pour la survie de centaines de millions, la justice (planétaire) signifie nécessairement une justice à la fois sociale et environnementale. L'un des principaux chemins pour y arriver est décroissance solidaire.

2.) La nature a ses limites et ses résistances

Une croissance illimitée sur une planète finie est impossible. Les économistes néo-classiques font l'impasse sur l'existence de la nature et sa résistance. Matière, espace et temps, en tant que dimensions de ce que nous appelons réalité, ne figurent pas dans leurs bréviaires. La nature n'y apparaît que sous forme de ressources qui, en cas de pénurie, peuvent être remplacées en augmentant les investissements. Or la production et la reproduction reposent fondamentalement sur la nature : elle est exploitée (air propre, terres arables etc.) et ses matières premières extraites et transformées. La nature a ses limites et l'apport en capitaux ne peut pas totalement les compenser. Il est bien sûr possible de calculer le coût de l'introduction de machines à pollinisation dans un verger de Californie, mais quand il n'y a plus d'abeilles, on a un sérieux problème.

La crise mondiale de l'environnement, surtout la crise du climat et l'épuisement progressif des ressources pétrolières, fixe de nouvelles limites à la croissance. Notamment, le rapport entre la surexploitation des énergies fossiles et le régime de croissance capitaliste fait du pic pétrolier (estimé entre 2005 et 2020) un phénomène particulièrement critique – la question est de savoir comment cela va se passer : dans le chaos et la violence, par une coopération et planification démocratique. Des conditions climatiques extrêmes et des conflits pour les ressources laissent augurer un avenir bien sombre. Ce n'est pas pour améliorer les conditions des luttes sociales.

3.) Le découplage n'est pas possible

Depuis quelques années, la croissance « durable » et « verte », le Green New Deal (Nouvelle donne écologique) et autres variantes du concept de capitalisme « vert » connaissent une véritable renaissance. Des groupes de réflexion élaborent de nouvelles idées, qui servent à nourrir les majorités des politiciens. Toutes ces approches reposent sur la présupposition qu'il est possible de dissocier la croissance économique de l'utilisation des ressources et de la pollution de l'environnement. Innovations techniques, énergies renouvelables, augmentation de l'efficacité des ressources et services « propres » – tous ces objectifs d'une croissance dématérialisée – feraient que le PIB pourrait continuer à augmenter tandis que simultanément de moins en moins d'énergies fossiles et autres ressources limitées seraient utilisées. Réaliser ce type de découplage – au sens absolu qui serait nécessaire – est pure illusion. La nécessité de réduire les émissions de CO₂ dans les pays industriels avancés du Nord tout en maintenant leur croissance économique requiert des améliorations en efficacité et des développements techniques au-delà de ce qui est aujourd'hui techniquement et politiquement envisageable. Cela s'applique aussi à la manière dont fonctionne notre économie, à la chute avérée du taux d'innovations et à l'échec des stratégies de découplage lises en œuvre à ce jour.¹ Sortir de la crise de l'environnement par la croissance n'est donc pas une option viable. Par ailleurs, réduire l'économie à un niveau sain dans le Nord est également nécessaire pour donner aux régions pauvres du Sud la possibilité de se développer dans un avenir à moyen terme.

¹ Voir Sustainable Development Commission (2009), *Prosperity without growth?*, <http://www.sd-commission.org.uk/pages/redefining-prosperity.html>; NEF (2010), *Growth Isn't Possible*, <http://www.neweconomics.org/publications/growth-isnt-possible>.



4.) Leur récession n'est pas notre décroissance

... est un des slogans scandés pendant les manifestations contre la crise de 2009 en France. Parce qu'une chose est claire : notre idée d'une économie de décroissance, ce n'est pas de réduire la production dans les structures économiques et sociales et les relations de distribution telles qu'elles existent actuellement – cela mènerait à des réductions dramatiques dans les dépenses sociales, à une pauvreté et une précarité accrues et à d'autres symptômes de la crise capitaliste tels que nous les connaissons actuellement. Dans les structures actuelles liées à la croissance, réduire l'économie signifie que les gains de productivité ne peuvent pas être compensés par la croissance et donc que le chômage va augmenter rapidement. La demande diminue, la crise se renforce, la déflation mène à la récession. Les recettes fiscales des pouvoirs publics s'amenuisent et simultanément les systèmes sociaux sont mis sous pression et l'endettement explose. Ensemble, ces deux facteurs entraînent une dangereuse spirale de récession et de paupérisation. Une croissance permanente se basant sur le capitalisme peut se résumer ainsi : diminution de la production = récession = crise sociale.

5.) ...et leur austérité n'est pas notre décroissance!

Le passage à une décroissance solidaire exige de lutter pour de nouvelles règles et structures économiques qui rendent possibles la justice sociale et un bon niveau de vie pour tout le monde. Ce qui conduirait par conséquent à une réduction du PIB. Néanmoins, se concentrer uniquement sur cet impératif de diminution est réducteur et dangereux. Cela apparaît très clairement à la lumière des formes néolibérales et conservatrices ou néo-féodales de critique de la croissance, particulièrement en Allemagne, critiques qui ajoutent leurs arguments à motivation environnementales au chœur réactionnaire qui proclame 'Nous avons vécu au dessus de nos moyens', 'il faut nous serrer la ceinture' et qui transforme la critique de la croissance en un levier pour justifier l'austérité et les coupes dans les services sociaux.² Au contraire, une décroissance solidaire a comme objectif une réduction de la production et de la consommation qui a fait l'objet d'une négociation démocratique afin de pouvoir garantir des droits sociaux à tous, partout dans le monde, aujourd'hui et demain.

6.) Il n'y a pas de bonne croissance, seulement un bon niveau de vie!

La décroissance n'a pas comme but une société abstraite qui se dégagerait du capitalisme mais la reconnaissance d'une dynamique socio-économique et environnementale ainsi que la réorientation correspondante des stratégies d'émancipation. Les gouvernements et les transnationales y sont opposés. Malheureusement, c'est aussi le cas de ceux qui protestent contre la crise actuelle est clamant 'plus de croissance', comme la direction de la CES. Même s'il faut en effet résister à toute coupe dans les dépenses sociales, ils tombent dans l'illusion que les problèmes sociaux peuvent se résoudre par davantage de croissance. Cela fait des décennies que le taux de croissance des pays industrialisés diminue, un processus dont les causes ne sont pas seulement à chercher dans les limites à la croissance (coût accru des ressources, destruction du climat, etc.), mais aussi dans les limites propres au développement capitaliste (saturation relative de la demande). La croissance seule n'a pas suffi à limiter longtemps le chômage structurel, ni à accroître les allocations sociales, et, non, la marée qui monte ne soulève pas tous les bateaux.³ Le pic pétrolier représente aussi un sérieux défi pour la stratégie de croissance de la gauche traditionnelle. Les guerres pour les matières premières, les forages en haute mer avec des résultats catastrophiques, les millions de réfugiés font partie intégrante du modèle de croissance basé sur les énergies fossiles. Dans ce sens, la croissance est la négation des droits sociaux. En effet ce qui croît, ce sont les valeurs d'échange et les possibilités d'accumulation pour une minorité, ce qui a pour conséquence qu'il est impossible d'envisager une vie décente pour tous.

7.) Goodbye, Keynes - good morning Keynes and beyond...

La politique keynésienne a été mise en échec dans les années 1970/80 quand elle n'a plus pu garantir les conditions de valorisation du capital. En d'autres termes, le modèle de croissance keynésien avait atteint ses limites. La réponse fut la contre-révolution néo-libérale, comme l'a appelée Milton Friedman, son maître d'œuvre. Entre-temps, le modèle néolibéral de croissance du capitalisme financier est lui aussi entré en crise. Espérer pouvoir développer une nouvelle phase du keynésianisme en promouvant un régime de croissance éco-keynésien au-delà du capitalisme financier néolibéral serait une erreur en soi, mais surtout au regard du contexte mondial et des limites écologiques. Beaucoup de notions – keynésiennes aussi – débattues au sein de la Gauche restent toutefois encore au centre du débat, en particulier en ce qui concerne la diminution de l'injustice sociale et de l'exploitation : redistribution, réduction du temps de travail, démocratie économique, contrôle des capitaux et des investissements. Il s'agit de repenser ensemble de nouvelles formes du travail, la souveraineté alimentaire⁴ et la démocratie énergétique en mettant en œuvre des notions plus élaborées comme la (ré)appropriation des biens publics, la relocalisation, tout cela dans le cadre d'une économie qui ne croît plus mais s'est stabilisée. Il nous faut donc découvrir le Keynes qu'on nous a caché, le théoricien de la stagnation,

² Voir www.denkwerkzukunft.de et aussi l'idée de Zac Goldsmith, député conservateur à la chambre des communes *The Constant Economy*.

³ Cette expression est attribuée à J.F. Kennedy et veut dire que la croissance augmenterait les revenus des plus pauvres. En lien avec le discours de Rodrigo de Rato (directeur du FMI) " *A Rising Tide Lifts All Boats : How Europe, by Promoting Growth, Can Help Itself and Help the World*".

⁴ Voir <http://viacampesina.org>.



qui décrit une société libérée de la contrainte du travail et de la course au profit. En fin de compte, nous devons passer par Keynes et le dépasser pour arriver à ce que nous appelons la décroissance solidaire.

8.) Produire moins, diminuer le temps de travail, redistribuer les richesses, contrôler les investissements

La post-croissance représente une rupture avec la logique apparente de la politique de redistribution à somme positive et de l'illusion de l'économie de la rareté où l'on ne peut redistribuer que quand l'économie est en croissance. Non seulement la richesse ne percole pas vers le bas, la croissance contribue en fait à produire le sous-développement et l'inégalité croissante dans la distribution. Pourtant il y a assez pour tout le monde. La richesse doit être distribuée équitablement et non augmenter. Pour qu'il en soit ainsi, il faut instaurer non seulement un revenu minimum mais aussi un revenu maximum, ainsi que le réclame le mouvement français pour la décroissance.

La post-croissance se défait également de l'illusion d'une société de plein-emploi basé sur la croissance. Depuis longtemps, les taux de croissance réels ne suffisent plus pour réintégrer dans le marché du travail les travailleurs licenciés par l'augmentation de productivité et les rationalisations. L'alternative à voir des pans entiers de la population tomber dans la pauvreté est de réduire le temps de travail. En outre, un abaissement du nombre des heures du travail salarié est absolument nécessaire pour abaisser durablement le PIB. 20 heures suffisent – et ce n'est qu'un début!⁵ Rappelons-nous: il y a une vie au delà du travail salarié, dans laquelle s'accomplit une grande partie du travail nécessaire à la reproduction de la société, comme les économistes féministes le répètent. Ce travail aussi doit être distribué – à tous!

La réduction du temps de travail, c'est le sable dans l'engrenage de l'économie de la croissance; elle crée les nouvelles marges de manœuvre nécessaires sur le plan stratégique, mais à elle seule elle ne suffit pas. En fin de compte, une « rationalisation » massive supplémentaire serait la réponse des entreprises, et leur impératif qu'est l'obtention de profit, donc leur croissance, n'en serait pas éliminé pour autant. Il faut de nouvelles formes d'économie démonétisée, de nouvelles formes d'économie solidaire et d'exploitation des terres communales. Il faut intervenir en même temps dans le capitalisme financier tel qu'il existe actuellement, contrôler démocratiquement les investissements et les réorienter vers une économie respectueuse de l'environnement, abandonner les secteurs de forte croissance centrés sur les ressources fossiles pour se tourner vers ceux des soins à la personne et les services de base à forte valeur ajoutée, ainsi que le réaménagement socio-écologique. Et au lieu de servir la dette (publique), nous nous battons pour sa remise⁶.

9.) Au-delà du capitalisme

Quiconque tente sérieusement d'aller au-delà de la critique de la croissance et de viser la décroissance, et ainsi une économie stable, est confronté à d'immenses défis car il s'agit d'une transformation sociale radicale. Des solutions techniques pour une économie de décroissance, ainsi que des îlots d'économie solidaire sont essentielles – mais elles ne suffisent pas si persiste le processus d'accumulation capitaliste. La croissance est alimentée par l'autovalorisation aveugle du capital.⁷ on investit de l'argent dans la production pour qu'il croisse, ce qui implique la croissance de la production de valeurs. La post-croissance signifie donc que les possibilités de valorisation du capital diminuent et que les créances de fortunes fictives gonflées par les marchés financiers ne puissent pas être réalisées. En outre, de nombreux secteurs de production - surtout dans l'énergie fossile - doivent disparaître au cours de cette transformation vers la décroissance solidaire. Dans les deux cas, ce processus signifie la fin du capital. Pour réaliser les droits sociaux d'ensemble, aucune voie ne pourra contourner ce point crucial de l'économie politique, il n'est donc pas possible d'éluder la question du pouvoir. Le problème, c'est que la mondialisation néolibérale accompagnée d'une libéralisation des marchés (OMC, FMI), de privatisations, de dérégulation et d'attaques contre les protections sociales, a énormément augmenté le pouvoir du capital actif à un niveau transnational. Question récurrente: quelles constellations d'acteurs sociaux motivés par quels intérêts, disposant de quels moyens et recourant à quelles stratégies veulent et peuvent mettre en place une économie solidaire de post-croissance et imposer les nécessaires démonétarisation et démarchandisation des secteurs de (re) production?

10.) Buen vivir au-delà de la tradition et de la modernité

L'idée de la croissance infinie, accouplée à celle de l'*homo oeconomicus*, sont parties intégrantes du concept de modernité. Il convient de s'en désolidariser ici et maintenant. Mais, ainsi que l'a découvert Bruno Latour et comme Donna Haraway l'a confirmé⁸, il y a cependant une bonne nouvelle: „Nous n'avons jamais été modernes!“. Et nous ne sommes pas non plus ce que l'urbaniste français Paul Virilio a appelé des « dromonaniaques » (fanatiques de vitesse)⁹.

⁵ Voir www.neweconomics.org/publications/21-hours.

⁶ Voir www.cadtm.org

⁷ „La même règle autodestructrice du calcul financier régit tous les aspects de l'existence... Nous serions capable d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne rapportent aucun dividende“ John M. Keynes

⁸ Bruno Latour (2005), *Nous n'avons jamais été modernes : Essai d'anthropologie symétrique*, La Découverte ; Donna Haraway (1991), *Simians, Cyborgs, and Women. The Reinvention of Nature*, Routledge, New York.

⁹ Paul Virilio (1977), *Vitesse et politique*, Galilée.



Mais même lorsque nous prenons congé de la croissance – agissons nos mouchoirs! – nous continuons naturellement à revendiquer des notions modernes comme les droits de l’homme et la démocratie, qui sont le fruit de luttes émancipatrices. Décroissance ne signifie pas abandonner toute idée de progrès, mais renoncer à une idée du progrès fondée sur la croyance en l’accumulation des richesses et la croissance économique. Décroissance ne veut pas non plus dire retour à la tradition, à l’âge de la pierre, ni s’abandonner à un post-modernisme à la tout va. Le concept prend très au sérieux la situation post-coloniale et la constellation aux multiples facettes que représentent les pays émergents; justice et égalité doivent être pensées en termes planétaires. L’utopie concrète d’une vie décente (*buen vivir*) dans une société égalitaire sans croissance représente une nouvelle piste allant au-delà des concepts de tradition et de modernité. L’idée d’une économie de décroissance solidaire nous permet de rêver au-delà des pseudo-impératifs économiques servis par l’idéologie dominante. Il s’agit de décoloniser l’imagination, de dé-mystifier des concepts fétiches comme la croissance économique, le progrès, le travail salarié, l’efficacité et le PIB. *Preguntando caminamos...*

11.) Transcommunalisme plutôt que post-démocratie

Depuis le retour en arrière néo-libéral amorcé lors des années 70/80, la démocratie a subi de sévères attaques. Récemment, avec l’état d’urgence provoqué par la crise économique mondiale et les montants exorbitants alloués du jour au lendemain pour le sauvetage des banques, nous sommes entrés dans une ère post-démocratique. Les répercussions sociales de la crise et les suites sociales de la crise écologique augmentent la pression que subissent les structures démocratiques. De ce fait, une économie de la décroissance solidaire implique donc la mise sur pieds de nouvelles institutions démocratiques, une reconstruction des démocraties locales et nationales. Une démocratie européenne et globale représente un objectif encore lointain. Aussi la restructuration de la production doit viser à une relocalisation, une nouvelle articulation du niveau local avec le niveau national et mondial sur base de nouvelles procédures démocratiques¹⁰, dont le contrôle des marchés financiers et particulièrement des investissements. Nous ne tomberons pas dans le piège d’un localisme myope. Ni d’un chauvinisme raciste face aux flux migratoires et aux neuf milliards de terriens annoncés. Il faut au contraire inventer de nouvelles stratégies démocratiques transcommunales.

12.) A l’horizon de la décroissance

Des batailles défensives contre les politiques d’austérité vont marquer la deuxième phase de la crise, qui a commencé dans la zone Euro. Ces luttes contre les coupes dans les budgets sociaux resteront défensives. Nous ne voyons pas encore se dessiner clairement un projet offensif qui mène au-delà du capitalisme (néo-libéral, dominé par les marchés financiers). Mais il nous faut un nouvel horizon si nous voulons mobiliser nos énergies. Un des axes qui peuvent nous guider est précisément cette décroissance solidaire.

L’opposition au néo-libéralisme des mouvements altermondialistes ou ‘pour une justice mondiale’ (y compris les syndicats, les réseaux, organisations et groupes politiques) a joué un rôle important dans la reconstitution de la question sociale après de longues années de pensée unique à la fin du 20^e siècle. C’est vers 2007/08 – au moment où Climate Justice Now! a été créé lors du sommet de Bali, où la première conférence sur la décroissance s’est organisée à Paris, et surtout où les mouvements indigènes se sont fait entendre au FSM de Belem¹¹, etc. – qu’a commencé la reconstitution du champ de la réflexion pour une justice climatique, environnementale, économique, sociale et politique.

Il nous paraît impératif que la justice écologique devienne partie intégrante d’un possible second souffle du mouvement pour une justice mondiale. L’horizon de la décroissance relie les questions sociales et écologiques, il met en contact des pratiques locales et des concepts macro-économiques et fait se rejoindre des initiatives locales au-delà des transcommunalisme et les niveaux national et mondial. La décroissance solidaire donne à un mouvement offensif une perspective qui relie l’ancien et l’inédit dans un horizon en devenir.

Traduction: Andrée Durand, Martine Bartel, Lucie Perez, Christine Pagnouille

Contact:

Alexis J. Passadakis & Matthias Schmelzer
(tous deux dans le cercle de coordination d’attac)
postwachstum@gmx.de
www.postwachstum.net

¹⁰ Walden Bello (2002), *Deglobalisation: Ideas for a new world economy*, Zed Books.

¹¹ Voir www.movimientos.org/fsm2009.